

ALCOOL ET VIOLENCE FONT MAUVAIS MÉNAGE

SOCIÉTÉ Selon une nouvelle étude de l'OFSP, la boisson est très souvent impliquée dans les violences domestiques: elle est présente dans pas moins de la moitié des cas.

Près d'une femme sur deux victimes de violences domestiques indique qu'il existe une consommation problématique d'alcool au sein de son couple. Dans 9 cas sur 10, c'est l'homme qui boit. Et dans 25% des incidents, un des partenaires du couple a consommé de l'alcool au moment des faits.

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a publié hier la première étude qui s'intéresse à la fois à l'alcool et aux violences domestiques. Il en a profité pour tirer la sonnette d'alarme. Selon lui, il existe en effet des lacunes quant à la collaboration entre les services destinés d'une part aux victimes de violence et d'autre part à ceux qui prennent en charge les personnes dépendantes de l'alcool. Les professionnels ont en effet tendance à ne se focaliser que sur l'une ou l'autre des problématiques. «Il faut vraiment une coopération plus étroite» déclare ainsi Gabriela Scherer, coresponsable de la section Alcool à l'OFSP. «Cependant, il est difficile de traiter de l'alcool par exemple quand on est expert dans le domaine de la violence», reconnaît-elle. C'est pourquoi l'OFSP veut mettre l'accent sur la formation continue.

«Helpline» nationale

De son côté, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de justice et police a également l'intention de mettre en place une ligne téléphonique à destination des victimes et des auteurs de violence. Cette «helpline» nationale et accessible 24 h sur 24 aurait pour but d'identifier les besoins des interlocuteurs et de les orienter vers les

structures adéquates. Mais elle ne proposerait pas directement de conseils. Les gouvernements cantonaux seront consultés sur ce projet durant l'été. La décision finale devrait être prise en novembre prochain.

Ne pas scinder le sujet en deux

Sur le terrain, les résultats de l'étude de l'OFSP ne surprennent pas. «L'alcool est un facteur aggravant, au même titre que l'héroïne, la cocaïne, la dépression, le stress ou encore l'isolement», explique la psychologue Béatrice Cortellini, directrice de l'association Solidarité Femmes à Genève. Même constat du côté de Natacha Quadir, psychothérapeute et coordinatrice de Vires, une structure venant en aide aux auteurs de violences. «Nous recevons des personnes en souffrance. Celles-ci vont avoir davantage de risques de se trouver dans une situation de dépendance. On sait que l'alcool est un désinhibiteur et va faciliter la violence.» Cependant l'association se défend de ne se focaliser



«**L'alcool est un facteur aggravant, au même titre que la dépression, le stress ou l'isolement**»

Béatrice Cortellini,
directrice de l'association
Solidarité Femmes, à Genève

que sur une seule problématique. «Nous prenons la personne dans son entier. Nous nous intéressons à tout ce qui fait souffrance chez elle. On ne scinde pas le sujet en deux: celui qui a des problèmes d'addictions et celui

qui a des problèmes de violence», précise Natacha Quadir. Les deux problématiques peuvent en effet se révéler très entremêlées. Il n'est pas rare qu'au début de la thérapie l'auteur de violences utilise par exemple l'alcool comme bouc émissaire. «On peut parfois être confrontés à des discours du genre «j'avais bu, ce n'était pas moi qui étais agissant, donc je ne suis pas responsable», déclare Natacha Quadir. Même si l'alcool est pris en compte dans la thérapie, Vires n'est tout de même pas un lieu de sevrage. L'association n'hésite donc pas à faire recours à des professionnels de la toxicologie dans les cas les plus graves.

Le rôle joué par l'alcool dans les violences domestiques n'est en tout cas pas à prendre à la légère. Toutes les couches sociales et toutes les tranches d'âges sont concernées. Et les enfants en sont aussi victimes: ils la subissent dans deux tiers des foyers où les femmes sont elles-mêmes prises pour cible.

● CLÉA FAVRE

clea.favre@lematin.ch

Photos: Keystone/Peter Schneider/Lukas Lehmann - photomontage «Le Matin»



Les départements d'Ueli Maurer, de Didier Burkhalter et d'Eveline Widmer-Schlumpf n'utilisent toujours pas le coûteux programme GEVER.

ENCORE UN BUG À LA CONFÉDÉRATION!

INFORMATIQUE Un nouveau programme pose problème au niveau de l'administration à Berne: il aurait coûté plus de 110 millions de francs et ne fonctionne pas partout.

La facture des bugs informatiques et électroniques, qui s'accumulent au niveau fédéral, approche le milliard de francs! Va-t-elle encore s'alourdir? La Délégation des finances du Parlement s'en inquiète et le sujet est à l'ordre du jour de sa séance d'hier et d'aujourd'hui. Dans son viseur: le projet GEVER, pour gestion électronique des affaires dans l'Administration fédérale. Selon *SonntagsBlick*, ce projet est menacé de couler, entraînant par le fonds 110 millions de francs d'investissements.

D'après nos informations, l'abandon pur et simple du projet GEVER n'est pas à l'ordre du jour. Mais ce dernier pêche sérieusement dans sa mise en œuvre et par manque de transparence. Quant à la note finale, elle reste totalement floue!

«Nous savons qu'il y a des problèmes avec GEVER», confie Marina Carobbio (PS/TI), présidente

de la Délégation des finances. Trois départements n'utilisent toujours pas le coûteux programme: la Défense, les Finances et les Affaires étrangères. Les raisons? Selon nos informations, le Département des finances a testé une solution alternative à GEVER, développée en 2011 par l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication, conjointement avec Microsoft. Ce programme «maison» n'aura duré que quelques mois avant d'être abandonné. «Et ce n'était pas gratuit», note un proche du dossier.

Autres applications préférées

Le Département de la défense ne s'est pas mis à GEVER, parce qu'il préfère «travailler avec différentes applications», dit le rapport 2012. Officiellement, des problèmes de licence sont aussi avancés.

Quelles sommes ont été égarées dans l'aventure? «Ni la Chancellerie fédérale ni les Commissions des

L'ARGENT DÉJÀ DÉPENSÉ POUR RIEN

**102, 4 million
+700 millions
+6, 1 millions
= 808, 5 millions**

Le projet Insieme, abandonné à l'Administration fédérale des contributions, additionné au système FIS défectueux de l'armée et à l'argent investi à perte par l'Office de l'environnement dans un projet informatique donnent ce total.

finances, lors de l'examen du budget 2013, n'ont pu prendre connaissance de l'ensemble des coûts imputables à la mise en œuvre et à l'exploitation de GEVER dans les départements», nous dit le désarmant rapport 2012 de la Délégation des finances. Le programme fonc-

tionnant dans les offices qui l'appliquent, les députés redoutent plutôt des surcoûts pour les retardataires. Seule la facture finale montrera leur ampleur.

Pas normal

A quand la fin des bugs au niveau fédéral? Si des élus aiment comparer les mésaventures informatiques de l'Administration fédérale à celles du privé, l'expert en informatique Stéphane Koch est moins tendre. «Sans connaître le cas précité, je suis d'avis qu'il n'est pas normal de perdre des millions dans des projets informatiques. Il y a des analyses de départ censées minimiser les risques dans les développements», affirme-t-il. Le Conseil fédéral, pas sourd aux critiques, a décidé le mois dernier de renforcer sa surveillance des gros chantiers informatiques. A voir si cela suffira à l'avenir.

● LISE BAILLAT

lise.baillat@lematin.ch

Le rôle de l'alcool n'est pas suffisamment pris en considération dans les violences domestiques.

Fotolia